

N° 4198.

FRANCE ET SUÈDE

Convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions, avec protocole et protocole final. Signés à Paris, le 24 décembre 1936.

FRANCE AND SWEDEN

Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Establishment of Rules of Assistance in the Matter of Succession Duties, with Protocol and Final Protocol. Signed at Paris, December 24th, 1936.

N^o 4198. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET LA SUÈDE TENDANT A ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET A ÉTABLIR DES RÈGLES D'ASSISTANCE EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LES SUCCESSIONS. SIGNÉE A PARIS, LE 24 DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} octobre 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux d'éviter les doubles impositions et d'édicter des règles d'assistance administrative en matière d'impôts sur les successions, ont décidé de conclure une convention et désigné à cette fin comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Einar HENNINGS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède auprès de M. le Président de la République française ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Yvon DELBOS, député, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DOUBLES IMPOSITIONS.

Article premier.

§ 1. Les immeubles et droits immobiliers faisant partie de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants ne seront soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat où ils sont situés.

§ 2. La question de savoir si un bien ou droit a le caractère immobilier sera résolue d'après la législation de l'Etat dans lequel est situé le bien considéré ou le bien sur lequel porte le droit envisagé.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 14 septembre 1937.
Entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4198. — CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND SWEDEN FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE ESTABLISHMENT OF RULES OF ASSISTANCE IN THE MATTER OF SUCCESSION DUTIES. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 24TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 1st, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of avoiding double taxation and of establishing rules of administrative assistance in the matter of succession duties, have decided to conclude a Convention, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Einar HENNINGS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Sweden to the President of the French Republic ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Yvon DELBOS, Member of the Chamber of Deputies, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SECTION I.

DOUBLE TAXATION.

Article I.

§ 1. Immovable property and rights in respect of immovable property passing on the death of a national of one of the two contracting States shall be liable to succession duties only within the State in which the property or the object of the rights are situate.

§ 2. The question whether a given property or right is immovable property or a right in respect of immovable property shall be determined in conformity with the law of the State in which the property or the object of the right is situate.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, September 14th, 1937. Came into force October 1st, 1937.

Article 2.

Les biens meubles corporels, autres que ceux entrant dans les prévisions de l'article 3, faisant partie de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants seront soumis à la règle posée à l'article premier.

Article 3.

Les biens mobiliers laissés par les ressortissants de l'un des deux Etats contractants et investis dans une entreprise commerciale, industrielle ou autre, y compris les entreprises de navigation maritime ou aérienne, seront soumis à l'impôt sur les successions suivant la règle ci-après :

a) Si l'entreprise ne possède un établissement stable que dans l'un des deux Etats, les biens ne seront soumis à l'impôt que dans cet Etat ;

b) Si l'entreprise a un établissement stable dans chacun des deux Etats, les biens seront soumis à l'impôt dans chaque Etat, dans la mesure où ils sont affectés à l'établissement situé dans cet Etat.

Article 4.

§ 1. Les biens laissés par un ressortissant de l'un des deux Etats et auxquels ne s'appliquent pas les articles premier, 2 ou 3, seront soumis aux dispositions suivantes :

a) Si le *de cuius* était domicilié, au moment de son décès, dans l'un des deux Etats, lesdits biens ne seront soumis à l'impôt sur les successions que dans cet Etat ;

b) Si le *de cuius* n'avait pas son domicile dans l'un des deux Etats, lesdits biens ne seront soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant au moment de son décès ; s'il était, au moment de son décès, ressortissant des deux Etats, chaque cas d'espèce fera l'objet de conventions particulières entre les autorités fiscales des deux Etats.

§ 2. Sera réputé domicile au sens de la présente convention, le lieu où l'intéressé a sa résidence normale entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation.

Article 5.

§ 1. Les dettes afférentes à une entreprise de la nature visée à l'article 3 seront imputables sur les biens affectés à cette entreprise. Si l'entreprise possède un établissement stable dans chacun des deux Etats, les dettes seront imputables sur les biens affectés à l'établissement dont elles dépendent.

§ 2. Les dettes garanties, soit par des immeubles ou des droits immobiliers, soit par des biens affectés à une entreprise de la nature visée à l'article 3, seront imputables sur ces biens. Si la même dette est garantie à la fois par des biens situés dans les deux Etats, l'imputation se fera sur les biens situés dans chacun des deux Etats proportionnellement à la valeur taxable de ces biens.

Cette disposition n'est applicable aux dettes visées au § 1 que dans la mesure où ces dettes ne seront pas couvertes par l'imputation prévue à ce paragraphe.

§ 3. Les dettes non visées aux paragraphes 1 et 2 seront imputées sur les biens auxquels sont applicables les dispositions de l'article 4.

§ 4. Si l'imputation prévue aux trois paragraphes qui précèdent laisse subsister un solde non couvert, ce solde sera déduit des autres biens soumis à l'impôt des successions dans le même Etat. S'il ne reste pas dans cet Etat d'autres biens soumis à l'impôt ou si la déduction laisse encore un solde non couvert, ce solde sera imputé sur les biens soumis à l'impôt dans l'autre Etat.

Article 2.

Material movable property passing on the death of a national of one of the two contracting States, not being property of the kind to which Article 3 relates, shall be subject to the rule laid down in Article 1.

Article 3.

Movable property left by a national of one of the two contracting States, which is invested in a commercial, industrial or other enterprise, including enterprises engaged in maritime or air navigation, shall be liable to succession duties in accordance with the following rules :

(a) If the enterprise has a fixed establishment in one of the two States only, the property shall be dutiable only in the said State ;

(b) If the enterprise has a fixed establishment in both States, the property shall be dutiable in each State to the extent to which such property appertains to the establishment situate in the said State.

Article 4.

§ 1. Property left by a national of one of the two States, to which Articles 1, 2 and 3 do not apply, shall be subject to the following provisions :

(a) If the deceased at the time of his death was domiciled in one of the two States, the property shall be liable to succession duties only in such State ;

(b) If the deceased was not domiciled in either State, the property shall be liable to succession duties only in the State of which the deceased was a national at the time of his death ; if at the time of his death he was a national of both States, the revenue authorities of the two States shall come to a special agreement in regard to each particular case.

§ 2. For the purposes of the present Convention, the term " domicile " shall be deemed to mean the place in which the party concerned has his habitual residence, that is to say, his permanent home.

Article 5.

§ 1. Debts encumbering an enterprise of the kind to which Article 3 relates shall be chargeable against the property appertaining to the said enterprise. If the enterprise has a fixed establishment in both States, the debts shall be chargeable against the property appertaining to the establishment concerned.

§ 2. Debts secured on immovable property or rights in respect of immovable property, or on property appertaining to an enterprise of the kind to which Article 3 relates, shall be chargeable against such property. If one and the same debt is secured on property situate in both States, it shall be chargeable against the property situate in each of the two States to the extent to which it is liable to assessment for duty.

The above provision shall apply to debts of the kind to which § 1 relates only in so far as such debts are not covered by the provisions of that paragraph.

§ 3. Debts other than those to which paragraphs 1 and 2 relate shall be chargeable against the property to which the provisions of Article 4 are applicable.

§ 4. Should the debt-charge provisions of the three preceding paragraphs leave a balance of uncovered debt, such balance shall be charged against other property liable to succession duties in the same State. If there is no other dutiable property in the said State or if, after the outstanding debt has been charged against such property, there is still a balance uncovered, the said balance shall be chargeable against property dutiable in the other State.

Article 6.

Si, par suite de décès, une succession est soumise à des impôts, partie dans l'un, partie dans l'autre des deux Etats, les Etats contractants pourront prendre pour base du calcul du taux de l'impôt la valeur de l'intégralité de la succession.

Article 7.

Les Etats contractants confient à leurs autorités fiscales suprêmes le soin de s'entendre, pour déterminer les modalités d'application de la convention, ainsi qu'en cas de difficultés ou de doutes concernant son interprétation.

TITRE II

ASSISTANCE RÉCIPROQUE.

Article 8.

§ 1. Les mesures d'assistance édictées dans la convention conclue entre les deux Etats contractants, en matière d'impôts directs, seront applicables en matière d'impôts sur les successions.

§ 2. Le Gouvernement suédois prendra les dispositions nécessaires pour que les héritiers d'un Français domicilié en France ne puissent appréhender des fonds et titres dépendant de la succession et existant en Suède sans avoir observé les formalités prévues par l'article 52 de la loi française du 13 juillet 1925.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 9.

§ 1. La présente convention, faite en double exemplaire en langue française, sera ratifiée, en ce qui concerne la Suède, par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'assentiment du Riksdag et, en ce qui concerne la France, par le Président de la République française avec l'assentiment du Parlement.

Les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Stockholm.

§ 2. La convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra le jour de l'échange des instruments de ratification. Elle s'appliquera à tous les cas de décès d'un *de cuius* intestat ou testateur survenu après sa mise en vigueur.

§ 3. La convention restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'un des deux Etats contractants. En cas de dénonciation six mois avant l'expiration d'une année civile, la convention cessera d'être en vigueur au 1^{er} janvier suivant, sinon au 1^{er} janvier de la seconde année suivante.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé cette convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Paris, le 24 décembre 1936.

Einar HENNINGS.

Yvon DELBOS.

Article 6.

If the estate of a deceased person is dutiable partly in one of the two States and partly in the other, the two contracting States may take the value of the whole of such estate as the basis for the calculation of the rate of duty.

Article 7.

The contracting States leave it to their respective supreme revenue authorities to concert together for the purpose of determining the manner of application of the present Convention, as also in the event of difficulties or doubts arising in regard to the interpretation thereof.

SECTION II.

RECIPROCAL ASSISTANCE.

Article 8.

§ 1. The rules concerning assistance laid down in the Convention concluded between the two contracting States in the case of direct taxes shall apply to the case of succession duties.

§ 2. The Swedish Government shall take the necessary steps to prevent heirs of a Frenchman domiciled in France from taking possession of assets or securities in Sweden passing on the decease of the latter without complying with the formalities for which Article 52 of the French Law of July 13th, 1925, provides.

SECTION III.

GENERAL PROVISIONS.

Article 9.

§ 1. The present Convention, done in duplicate in French, shall be ratified in the case of Sweden by His Majesty the King of Sweden with the assent of the Riksdag, and in the case of France by the President of the French Republic with the assent of Parliament.

The ratifications shall be exchanged as soon as possible at Stockholm.

§ 2. The Convention shall come into force on the first day of the month following the date on which the instruments of ratification are exchanged. It shall apply to all deceased testators or intestates whose decease occurs after its entry into force.

§ 3. The Convention shall continue in force until it is denounced by one of the two contracting States. In the event of denunciation six months before the expiry of a calendar year, it shall cease to be in force on the first of January of the year following ; if not denounced six months before the expiry of a calendar year, it shall cease to be in force on the first of January of the next year but one.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, the 24th day of December, 1936.

Einar HENNINGS.

Yvon DELBOS.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention conclue ce jour entre la Suède et la France en vue d'éviter les doubles impositions en matière de droits de succession, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration concordante suivante, qui forme partie intégrante de la convention même :

I. Il est entendu que les biens successoraux de l'espèce visée aux articles 1 et 2 qui ne se trouvent dans aucun des deux Etats, et les biens successoraux de l'espèce visée à l'article 3 qui n'appartiennent pas à un établissement stable situé dans l'un des deux Etats, seront traités conformément aux dispositions de l'article 4.

II. Il est entendu que l'expression « entreprise commerciale, industrielle ou autre » de l'article 3, § 1, désigne les entreprises visées aux articles 3 et 5 de la convention conclue entre les deux Etats, pour éviter la double imposition en matière d'impôts directs, ainsi que celles qui se rattachent à une profession libérale. Seront considérés comme biens investis dans une telle entreprise, au sens de l'article 3, la participation à une entreprise constituée sous forme de société, à l'exception des actions, parts bénéficiaires et autres titres.

III. Il est convenu, en outre, que, pour déterminer le sens du terme « établissement stable » à l'article 3, il sera fait application des stipulations de la convention conclue entre les deux Etats contractants, en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs.

IV. En cas de doute sur le point de savoir dans lequel des deux Etats le *de cuius* a eu son domicile fiscal, la question sera tranchée par voie d'accord particulier entre les autorités fiscales suprêmes des deux Etats. On considérera à cet égard quel a été celui des deux Etats dans lequel se sont trouvés centralisés les intérêts de cette personne ; s'il est impossible d'aboutir à une décision sur ce point on s'en tiendra à la nationalité du *de cuius*.

V. Il est entendu que les dettes (article 5) ne seront déduites de la valeur des majorats et autres biens analogues que dans la mesure où elles seront afférentes à ces biens ou garanties par ceux-ci.

VI. Il est entendu que l'article 5 de la convention ne porte aucune atteinte aux règles prévues par la législation des deux pays au sujet des justifications à produire par les ayants droit pour obtenir la déduction des dettes.

VII. Il est entendu que les droits de donation entre vifs ne sont pas visés par la présente convention.

VIII. La présente convention ne porte aucune atteinte aux exemptions fiscales accordées ou qui pourront être accordées à l'avenir, en vertu des règles générales du droit des gens, aux agents diplomatiques et consulaires. Dans la mesure où, en raison desdites exemptions fiscales, les droits de succession ne seront pas perçus dans l'Etat où les agents susvisés exercent leurs fonctions, il appartiendra à l'Etat qui les a nommés de percevoir ces droits.

IX. L'article 8 a été établi en prévision de la mise en vigueur du projet de loi suédois réglant diverses questions de droit international en matière de succession.

Il est entendu que quand ce projet sera en application, les justifications que les ayants droit d'une succession ouverte en France devront produire en vertu dudit projet pour entrer en possession des avoirs en Suède et dépendant de la succession, comprendront l'ordonnance du président du tribunal prévue par l'article 52 de la loi française du 13 juillet 1925.

Fait à Paris, le 24 décembre 1936.

Einar HENNINGS.

Yvon DELBOS.

PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention concluded this day between Sweden and France for the avoidance of double taxation in the matter of succession duties, the undersigned Plenipotentiaries have made the following joint declaration, which shall form an integral part of the Convention itself :

I. It is understood that successional property of the kind referred to in Articles 1 and 2 which is not situate in either of the two States, and successional property of the kind referred to in Article 3 which does not appertain to a permanent establishment situate in one or other of the two States, shall be treated in accordance with the provisions of Article 4.

II. It is understood that the expression " commercial, industrial or other enterprise " in Article 3, § 1, refers to the enterprises mentioned in Articles 3 and 5 of the Convention concluded between the two States for the avoidance of double taxation in the matter of direct taxes, as also to enterprises in connection with one of the liberal professions. Participations in enterprises in company form, other than shares, bonus shares and other securities, shall rank as property invested in a commercial, industrial or other enterprise within the meaning of Article 3.

III. It is further agreed that the expression " permanent establishment " in Article 3 shall be interpreted in accordance with the provisions of the Convention concluded between the two contracting States for the avoidance of double taxation in the matter of direct taxes.

IV. In case of doubt as to which of the two States is the State of fiscal domicile of a deceased person, the question shall be determined by special agreement between the supreme revenue authorities of the two States. Regard shall be had in such case to which of the two States is the State in which the interests of the deceased person are centred ; where no decision is forthcoming on the point, the question shall be determined by the nationality of the deceased person.

V. It is understood that debts (Article 5) shall not be charged against entailed estates (*majorats*) or other property of a like nature, save in so far as they constitute specific encumbrances thereof or are specifically secured thereon.

VI. It is understood that nothing in Article 5 of the Convention shall affect the rules laid down by the law of either country in the matter of proof to be shown by creditors claiming the imposition of debt-charges on property passing.

VII. It is understood that the present Convention does not apply to rights in respect of donations *inter vivos*.

VIII. Nothing in the present Convention shall affect such immunities from taxation as are, or may hereafter be, accorded to diplomatic or consular officials in virtue of the general rules of international law. Where by reason of such immunities such officials are not liable to succession duties in the State in which they exercise their functions, the State by which they are accredited or appointed shall be empowered to levy such duties.

IX. Article 8 has been inserted in anticipation of the entry into force of the Swedish bill for the settlement of sundry questions of international law in the matter of successions.

It is understood that, when the said bill shall be in force, the proofs to be shown under the provisions of the bill in the case of property passing in France by persons seeking to take possession of assets in Sweden forming part of the succession shall include an Order by the President of the court as provided in Article 52 of the French Law of July 13th, 1925.

Done at Paris, the 24th day of December, 1936.

Einar HENNINGS.

Yvon DELBOS.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention entre la Suède et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs et de la convention entre la Suède et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont fait les déclarations concordantes suivantes qui forment partie intégrante de ces conventions :

Conformément aux dispositions des conventions tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs ainsi que d'impôts sur les successions, les administrations fiscales des deux Etats se sont déclarées d'accord sur les mesures d'application suivantes, qui seront mises en vigueur en même temps que ces conventions.

I. ASSISTANCE ADMINISTRATIVE.

I. Sans qu'il soit, en aucune façon, porté atteinte à la compétence des diverses autorités particulières des deux Etats, la correspondance relative aux diverses formes d'assistance administrative sera échangée uniquement entre les administrations fiscales supérieures, lesquelles saisiront, s'il y a lieu, les autorités particulières. Les renseignements transmis d'office seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat transmetteur, les demandes d'assistance rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant seront accompagnées de leur traduction.

II. La demande d'assistance indiquera :

- a) L'autorité requérante ;
- b) Le nom, l'adresse et la nationalité de la personne visée dans la demande ;
- c) L'imposition au titre de laquelle la demande est faite, et la période ou la date au titre de laquelle cette imposition est établie.

III. L'administration fiscale supérieure ayant saisi celle de l'autre Etat d'une demande, sera informée sans retard des suites données à cette demande, qu'elles soient totales ou partielles. De même, elle sera avisée dans le moindre délai des motifs qui s'opposeraient à ce que la demande faite par elle puisse recevoir satisfaction, et mise en possession de tous renseignements qui pourraient présenter de l'importance pour un réexamen de l'affaire.

IV. Ainsi que le prévoit la convention, la procédure d'assistance sera celle fixée par la législation de l'Etat requis. Toutefois, à la demande de l'autorité requérante, toutes formes particulières d'assistance compatible avec cette législation pourront être appliquées.

V. L'autorité à laquelle sera finalement transmise la demande d'assistance emploiera les moyens d'action et voies nécessaires dont elle pourrait user pour donner suite à une demande analogue des autorités de l'Etat requis. Il ne sera cependant pas fait usage d'un moyen d'action auquel ne correspondrait pas un moyen similaire dans la législation de l'Etat requérant. A cet égard, les administrations fiscales des deux Etats constatent que dans leurs législations respectives, des droits similaires existent, d'une façon générale, en ce qui concerne le contrôle des impôts directs visés dans la convention, ainsi qu'en matière de droits sur les successions. En cas de doute, l'administration fiscale supérieure devra, en transmettant la demande, attester que la législation de son propre Etat permettrait de donner satisfaction à une demande analogue.

VI. Les dispositions des paragraphes précédents seront applicables aux demandes de signification d'actes. Ces demandes indiqueront, outre les renseignements visés au § II, l'adresse du destinataire, ainsi que la nature et l'objet de l'acte à signifier. L'autorité compétente de l'Etat requis pourra se borner à procéder à la signification par remise de l'acte au destinataire, si ce dernier est disposé à le recevoir. Toutefois, si l'Etat requérant en exprime le désir, il sera procédé à la

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention between Sweden and France for the avoidance of double taxation and the establishment of rules of reciprocal administrative assistance in the matter of direct taxes, and the Convention between Sweden and France for the avoidance of double taxation and the establishment of rules of assistance in the matter of succession duties, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised by their respective Governments for the purpose, have made the following joint declarations, which shall form an integral part of the said Conventions.

In accordance with the provisions of the Conventions for the avoidance of double taxation in the matter of direct taxes and in the matter of succession duties, the revenue administrations of the two States declare their agreement to the following measures of application to be put into force at the same time as the said Conventions.

I. ADMINISTRATIVE ASSISTANCE.

I. Subject always to the maintenance unimpaired of the competence of the various special authorities of both States, correspondence concerning the different forms of administrative assistance shall be exchanged only between the chief revenue administrations, who shall, when necessary, inform the special authorities. Particulars communicated in the ordinary course shall be in the official language of the State by which they are communicated; requests for assistance in the official language of the State applying shall be accompanied by a translation.

II. Requests for assistance shall specify :

- (a) The authority applying ;
- (b) The name, address and nationality of the person to whom the request relates ;
- (c) The taxation in respect of which the request is made, and the period or date in respect of which it is imposed.

III. Where the chief revenue administration of one State transmits a request to the supreme revenue authority of the other State, it shall be informed without delay as to the action taken on the request, whether such action is complete or incomplete. It shall further be notified with the least possible delay of any reasons there may be against compliance with the request, and shall be placed in possession of any particulars which may have a bearing on the reconsideration of the matter.

IV. Assistance procedure shall be in the form for which the law of the State applied to provides, as stipulated in the Convention. Nevertheless, any special forms of assistance, not being incompatible with the law of the State applied to, may be adopted at the request of the State applying.

V. The authority in receipt of a request for assistance in the last instance shall take all such steps, and employ all such means of action, as it would be bound to take and employ in order to comply with a similar request from the authorities of the State applied to, provided always that no means of action shall be employed to which there is no corresponding means of action under the law of the State applying. The revenue administrations of the two States take note in this connection of the existence under the law of their respective countries of similar rights in general in the matter of the supervision of the direct taxes to which the Convention relates, as also in the matter of succession duties. In doubtful cases, the chief revenue administration transmitting the request must certify that the law of its own country empowers it to comply with a request of the kind concerned.

VI. The provisions of the preceding paragraphs shall apply to requests for the service of documents. Requests for the service of documents shall specify, in addition to the particulars indicated in § II, the address of the recipient and the nature and purpose of the document for service. The competent authority of the State applied to may limit its action to serving the document by merely handing it to the recipient, if the latter is willing to receive it. Nevertheless, if the State

signification de l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de l'Etat requis pour l'exécution de significations de même nature, à la condition que l'acte soit rédigé dans la langue officielle de l'Etat requis, ou accompagné d'une traduction officielle dans cette langue.

VII. Pour la suite donnée aux demandes d'assistance ou aux demandes de signification d'actes, il ne devra être perçu ni taxe ni frais d'aucune sorte. Sont exceptés de cette disposition, sauf convention contraire, les émoluments versés aux personnes entendues et aux experts, les frais occasionnés par le concours d'un agent d'exécution, ou les frais d'emploi d'une procédure particulière selon le § IV. S'il y a lieu, les administrations fiscales se renseigneront mutuellement sur le montant présumé de ces frais.

II. ASSISTANCE EN MATIÈRE DE RECOUVREMENT.

VIII. La demande de recouvrement d'une créance doit émaner de l'autorité fiscale suprême de l'un des Etats contractants et être adressée à l'autorité correspondante de l'autre Etat. La demande indiquera :

- a) L'autorité requérante ;
- b) Le nom, l'adresse et la nationalité du débiteur ;
- c) La nature de l'impôt, la période ou la date au titre desquelles il est établi, son montant, le montant des intérêts éventuellement dus et leur date de départ ;
- d) S'il s'agit d'une amende fiscale, sa nature et son montant ;
- e) Tous autres renseignements de nature à faciliter ou à hâter le recouvrement de la dette.

La demande devra être accompagnée : d'une copie ou d'un extrait officiel d'une décision ou d'un arrêt de l'autorité compétente constatant l'existence de la dette fiscale, ou d'un extrait officiel d'un rôle concernant cette dette.

IX. Il n'y aura pas lieu à demande d'assistance aux termes des paragraphes VIII et suivants de la présente déclaration :

- a) S'il est possible de présumer que la dette est pratiquement recouvrable dans l'Etat requérant ;
- b) Si la somme restant due n'atteint pas 300 francs ou 50 couronnes suédoises.

X. Les titres exécutoires (décisions, arrêts, ordonnances) devront être reconnus par l'autorité fiscale suprême de l'Etat requis. Cette reconnaissance devra être exprimée formellement. Ils seront revêtus de l'exécutoire administratif dans la forme prévue par la législation de l'Etat requis.

XI. Les mesures de recouvrement à adopter par l'Etat requis devront être conformes à sa législation interne, les autorités qualifiées s'efforçant de les appliquer au mieux des intérêts du requérant. Toutefois, l'ouverture d'une procédure de faillite en Suède ou d'une action judiciaire, autre que celle relative aux incidents de la procédure d'exécution, ne pourra avoir lieu sans un examen particulier de son opportunité par les administrations fiscales, et sans l'assentiment de l'autorité fiscale suprême de l'Etat requis.

XII. Pour tenir compte des dispositions de la loi suédoise, concernant la limitation du montant de l'obligation fiscale, au cas de décès du contribuable, à la somme recueillie par chaque ayant droit et en vue d'assurer la réciprocité, il est convenu que les demandes de recouvrement ne pourront recevoir exécution qu'à concurrence seulement du montant de la part nette recueillie par chacun des ayants droit, sans solidarité.

XIII. Le recouvrement sera toujours fait dans la monnaie de l'Etat requis. Pour ce faire, l'autorité fiscale suprême de l'Etat requis exprimera en sa monnaie le montant objet du recouvrement au dernier cours officiel de vente à vue avant le jour de la réception de la demande de recouvrement par l'autorité fiscale suprême.

applying so desires, the document shall be served in the form laid down in the internal law of the State applied to for service in such cases, provided the document is in the official language of the State applied to or is accompanied by an official translation in that language.

VII. No fees or costs of whatever sort shall be charged for action taken on requests for assistance or requests for service of documents ; but this provision shall not apply, in the absence of any agreement to the contrary, to emoluments paid to persons for hearings or to experts, or to the costs of the services of agents of execution, or the costs of resort to special procedure under § IV. The revenue administrations shall notify one another, as required, of the probable amount of such costs.

II. ASSISTANCE IN THE MATTER OF COLLECTION.

VIII. Requests for the collection of claims shall come from the supreme revenue authority of one of the contracting States and shall be addressed to the corresponding authority of the other State. Such requests shall specify :

- (a) The authority applying ;
- (b) The name, address and nationality of the debtor ;
- (c) The nature of the tax, the period or date in respect of which it is imposed, the amount due, and the amount of any interest due and the date from which such interest begins to run ;
- (d) In the case of revenue penalties, the nature and amount of such penalties ;
- (e) Any other information of a nature to facilitate or accelerate collection.

Requests must be accompanied by a copy or official extract of a decision or order by the competent authority specifying the revenue charge concerned, or by an official extract from the revenue records concerning the said charge.

IX. No requests for assistance under the provisions of paragraphs VIII and following of the present declaration shall lie, where :

- (a) There is a presumption that the amount due is in fact recoverable in the State applying ;
- (b) The amount due is less than 300 francs or 50 Swedish crowns.

X. Executory acts (decisions, orders, instructions) must be recognised as such by the supreme revenue authority of the State applied to. Such recognition must be notified in due form. The said acts shall be put in execution in the manner provided by the law of the State applied to.

XI. Action to be taken by the State applied to with a view to collection must not conflict with the internal law of the State applied to. Subject to the above qualification, the competent authorities shall endeavour to make such action conform with the interests of the applicant as far as possible, provided always that bankruptcy proceedings may not be instituted in Sweden, nor may any judicial proceedings be instituted, except in connection with the execution procedure, without consideration in each case by the revenue administrations of the desirability of such proceedings and the assent thereto of the supreme revenue authority of the State applied to.

XII. In order to comply with the provisions of Swedish law limiting the amount of the revenue charge due from a taxpayer in the event of his death to the sums received by the several parties entitled thereto, and in order to ensure reciprocal treatment, it is agreed that requests for collection may not be executed beyond the total of the net sums received by the parties entitled thereto severally but not jointly.

XIII. Collection shall always be in the currency of the State applied to. Accordingly, the supreme revenue authority of the State applied to shall convert the amount for collection into its own currency at the last sight (spot) selling rate quoted before the date on which the request for collection is received by the supreme revenue authority.

Le montant ainsi calculé en couronnes suédoises ou respectivement en francs français constituera le montant à recouvrer. Les recouvrements effectifs seront versés immédiatement le cas échéant après déduction des frais :

Par l'Autorité française, au compte de la Banque de l'Etat suédois à la Banque de France à Paris en monnaie française avec indication du lieu de paiement suédois et avec demande que les frais de transfert soient débités au destinataire ;

Par l'Autorité suédoise, au compte de la Banque de France à la Banque de l'Etat suédois à Stockholm, en monnaie suédoise, avec demande que le montant soit viré au compte indiqué pour chaque autorité fiscale, et que les frais soient débités au destinataire.

XIV. Les dispositions du § III seront appliquées *mutatis mutandis* à l'assistance prévue aux paragraphes VIII et suivants.

XV. L'Etat requis sera responsable vis-à-vis de l'Etat requérant des sommes recouvrées par les autorités ou fonctionnaires de l'Etat requis.

XVI. Pour l'application des mesures prévues aux paragraphes VIII et suivants, il ne sera perçu d'autres frais ou taxes que ceux qui seraient établis s'il s'agissait de recouvrement pour le compte de l'Etat requis ou d'autorités de cet Etat. Le montant recouvré de ces frais ou taxes sera conservé par l'Etat requis, ou par les autorités qualifiées dudit Etat. Au cas où le montant présumé des recouvrements à opérer apparaîtrait devoir être sensiblement inférieur aux dettes en principal ou intérêts, et aux frais et taxes, l'administration fiscale supérieure de l'Etat requis se concerterait avec l'administration fiscale supérieure de l'Etat requérant avant de donner suite à la demande d'assistance.

NOTA.

Par « autorité fiscale suprême », on entend les ministres des Finances de l'un ou l'autre Etat.

Par « administrations fiscales supérieures », on entend les divers chefs de Départements des Ministères des Finances des deux Etats chargés de diriger l'assiette ou le recouvrement des impôts directs et des droits de succession, ou les autres fonctionnaires compétents faisant partie des Ministères des Finances.

Par « autorités particulières », on entend toutes autorités compétentes pour intervenir dans l'assiette ou le recouvrement des mêmes impôts et droits, autres que les précédentes.

Fait à Paris, le 24 décembre 1936.

Einar HENNINGS.

Yvon DELBOS.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 15 septembre 1937.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

The amount so converted into Swedish crowns or French francs, as the case may be, shall be the amount for collection. Amounts collected shall be paid over immediately, after deduction of the costs (if any), as follows :

By the French authority concerned to the account of the Riksbank at the Banque de France in Paris, in French currency, with particulars of the Swedish place of payment and a request for the debiting of the cost of transfer to the recipient ;

By the Swedish authority concerned to the account of the Banque de France at the Riksbank in Stockholm, in Swedish currency, with a request for the transfer of the amount to the account specified in the case of the revenue authority concerned, and for the debit of the cost to the recipient.

XIV. The provisions of § III shall be applicable *mutatis mutandis* to the assistance for which paragraphs VIII and following provide.

XV. The State applied to shall be responsible to the State applying for the sums collected by its authorities or officials.

XVI. No costs or fees shall be charged for the application of the measures provided in paragraphs VIII and following other than such as would be imposed in case of collection for account of the State applied to or the authorities thereof. The amount of such costs or fees when collected shall be retained by the State applied to or by the competent authorities thereof. Where the presumed proceeds of the collection are considerably less than the principal or interest of the amount due and the costs and/or fees thereto attaching, the chief revenue administration of the State applied to shall concert with the chief revenue administration of the State applying before taking action on the request for assistance.

NOTE.

The term "supreme revenue authority" shall be deemed to mean the Finance Ministers of either State.

The term "chief revenue administrations" shall be deemed to mean the various Heads of Departments of the Finance Ministries of the two States in charge of the assessment or collection of direct taxes or succession duties, or other competent officials of the two Finance Ministries.

The term "special authorities" shall be deemed to mean any authorities competent to take steps in connection with the assessment or collection of the said taxes or duties, other than the authorities above mentioned.

Done at Paris, the 24th day of December, 1936.

Einar HENNINGS.

Yvon DELBOS.

